

Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité

OBJET *Aménagement de la rue de Carouge*

Mandat d'architecte paysagiste et/ou d'architecte

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	M 263 TI
Procédure ouverte à un tour	
CAHIER DES CHARGES	DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- Document B1 (agrafé et non relié)
 - Attestations demandées
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 105) / Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 102).
- Annexe 1 : Plan des périmètres d'intervention et de réflexion
- Annexe 2 : Plan de relevé géomètre de l'état existant, section rond-point de Plainpalais – place des Augustins
- Annexe 3 : Plan de situation CSS, Etat des lieux
- Annexe 4 : Plans et coupes de mise en séparatif des canalisations.
- Annexe 5 : Documentation Office cantonal de l'eau – Eau en Ville : gestion des eaux pluviales : vers un changement des pratiques ? – Version 1.0 – Avril 2020.
- Annexe 6 : Quand la ville surchauffe : bases pour un développement urbain adapté aux changements climatiques de l'Office Fédéral de l'Environnement.
- Annexe 7 : Gérer les eaux de pluie avec le principe de Stockholm.
- Annexe 8 : Diagnostic de l'état sanitaire de 23 érables, rue de Carouge, Les artisans de l'arbre
- Annexe 9 : Directive techniques Tram, chapitre 6 infrastructure
- Annexe 10 : Tableau financier et de suivi du crédit d'investissement

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève sont consultables sur le <https://www.geneve.ch/fr/themes/amenagement-construction-energie/informations-professionnel/marches-publics/kit-mandataires>
- Directives OCAN en matière de plantations, <https://www.ge.ch/document/agriculture-nature-distances-plantation-concernant-arbres-haies>
- Plan stratégique de végétalisation : www.geneve.ch/fr/actualites/plan-strategique-vegetalisation-2030-2030

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour :

pour le projet d'aménagement de la rue Carouge

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous architectes paysagistes et/ou architectes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte paysagiste des Hautes Écoles Spécialisées (HES ou ETS), du diplôme d'architecte des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zurich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'université de Genève, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel, Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département de l'Aménagement, des Constructions et de la Mobilité
Service de l'Aménagement, du Génie Civil et de la Mobilité
10 rue François-Dussaud - CH 1227 Les Acacias-Genève
Tél. : 022 418 21 00
Fax. : 022 418 21 01
E-mail : agcm@ville-ge.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1. Objet et périmètre du projet

La Ville de Genève souhaite réaliser les aménagements des espaces publics de la rue de Carouge. Deux périmètres sont à considérer (annexe 1) :

- **le périmètre de réflexion** considérant toute la rue de Carouge depuis le pont éponyme jusqu'au rond-point de Plainpalais et sur lequel est attendu un avant-projet. Surface estimée environ 23'200 m² ;
- **le périmètre d'intervention** concernant la rue de Carouge sur sa section située entre la Place des Augustins et le rond-point de Plainpalais, incluant les accroches aux rues adjacentes et sur lequel sont attendues toutes les prestations SIA (soit les phases 3, 4 et 5). Surface estimée environ 9'800 m².

Pour ce faire, le maître d'ouvrage cherche à s'attacher des compétences d'un bureau d'architecte paysagiste et/ou architecte qui aura une mission complète depuis la phase projet jusqu'à l'achèvement (phases 31 à 53).

Le mandataire aura la mission de mettre en place un projet d'espace public cohérent, tel que demandé ci-après, prenant en compte les mobilités douces et les problématiques environnementales en particulier celles liées au réchauffement climatique et son incidence paysagère et sur l'habitabilité des villes.

À noter que l'architecte paysagiste et/ou architecte devra collaborer étroitement et se coordonner avec l'association des bureaux SD ingénierie et Solflor, retenue pour réaliser la rénovation des collecteurs d'assainissement pour le compte de la Ville et des réseaux divers (électricité, gaz eau potable, ...) pour le compte des SIG, ainsi qu'avec le bureau d'ingénieur en transport Transitec.

A noter également, que le mandataire devra faire valider les différentes étapes de son projet lors de séances du comité de pilotage, composé de représentants de l'Etat (OCT), des SIG, des TPG et de la Ville.

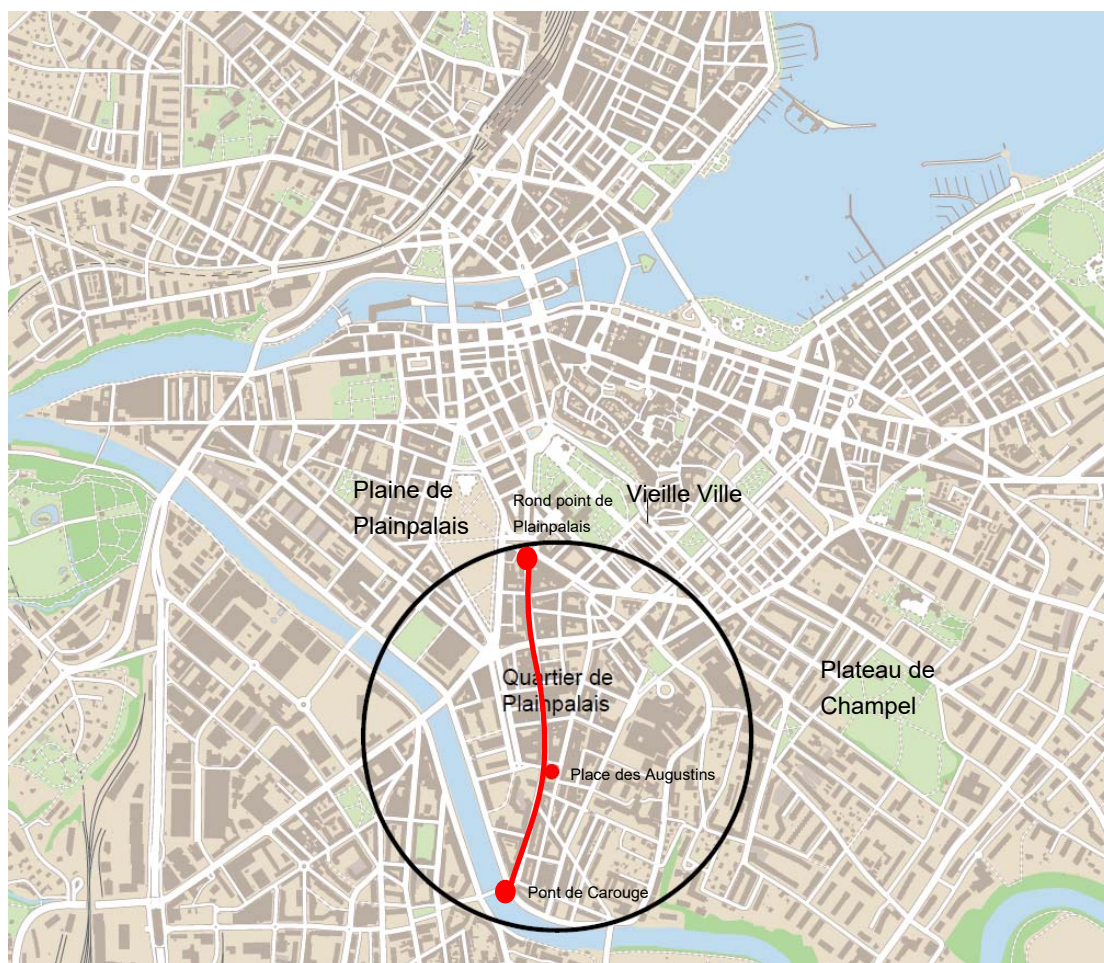
2.1.2. Descriptif

2.1.2.1. Contexte

Une ville plus verte et activement plus mobile est plus attractive, elle est le gage d'une qualité certaine de vie aussi bien pour les habitant-e-s que pour les employé-e-s qui y travaillent. C'est ce pour quoi œuvre la Ville de Genève.

Ainsi depuis des années, ses politiques militent en faveur d'une ville apaisée en développant les zones limitées à 30 km/h, les zones de rencontre, les infrastructures piétons/vélos et les transports collectifs. D'un autre côté, les récents épisodes de canicule ont rappelé l'importance du végétal en milieu urbain et de rendre les sols perméables. Lorsqu'il est considéré comme un élément structurant des aménagements, le vivant permet de lutter efficacement contre les îlots de chaleur, la pollution et les inondations. A cet égard, la Ville de Genève a dernièrement adopté un plan stratégique de végétalisation donnant des axes d'interventions que ce soit en amont des opérations de renouvellement urbain ou au niveau d'actions locales.

2.1.2.2. Caractéristiques du site



Au XIX^e siècle, la commune de Plainpalais est encore rurale. Elle s'insère entre deux cours d'eau structurants : la rivière de l'Arve en provenance des montagnes (Alpes françaises) et le fleuve du Rhône issu du lac Léman.

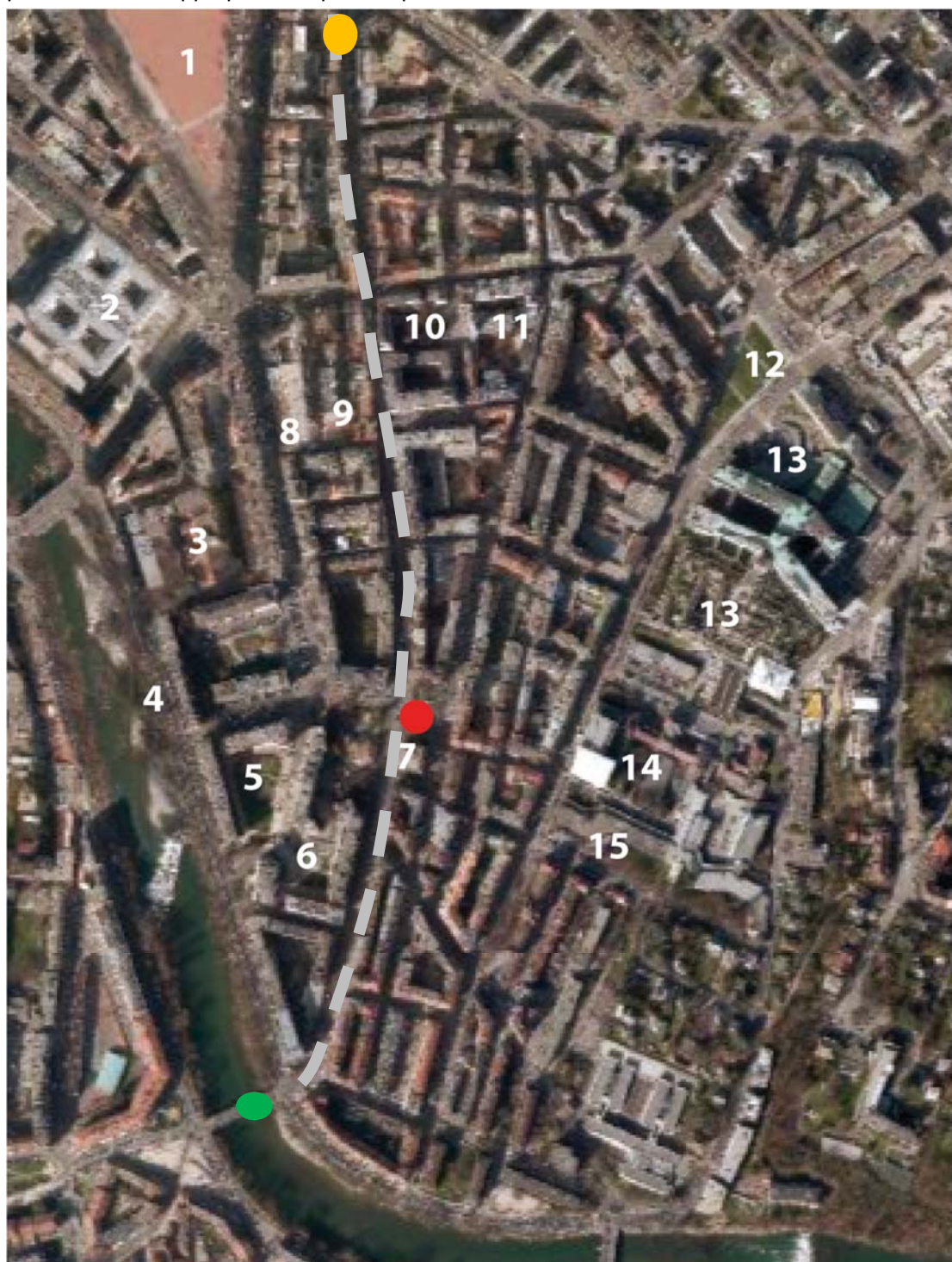
Située en contrebas de la Vieille-Ville et du plateau de Champel, elle offre la morphologie horizontale d'une plaine alluviale. A l'époque, sa rue principale, la rue de Carouge, non pavée, n'est bordée que de petites maisons entourées de jardins.

Aujourd'hui, elle fait partie intégrante de la Ville de Genève et est devenue un véritable quartier vivant et animé du centre-ville.

Très dense en construction et en nombre d'habitants, le quartier offre les qualités d'un tissu réellement urbain avec ses rues, trottoirs, façades et activités diverses et variées représentatives de l'éventail de la société telles que cafés, commerces, artisanats, écoles, bureaux, salle communale, bibliothèque, maison de quartier, théâtres etc., ainsi que des logements à un prix encore abordable.

Toujours en développement (densification), ce quartier reste à l'écart du phénomène de gentrification des villes et conserve, à ce jour, son caractère populaire et cosmopolite. La rue de Carouge avec sa voie de tram (réalisée avant 1900) constitue son axe majeur et historique et permet de relier le centre-ville de Genève aux communes des Trois-Chênes (Chêne-Thônex, Chêne-Bourg et Chêne-Bougeries), Genève, Carouge et Lancy en passant par l'hypercentre. Elle constitue également un itinéraire fortement utilisé reliant des espaces publics majeurs à de grands pôles attractifs (Plaine de Plainpalais, berges de l'Arve, cité de Carouge, hôpital, maternité...). La présence de nombreux commerces fait de cette rue un lieu attractif et vivant

traversé en permanence et dans toutes les directions. Pourtant, d'aspect très minéral, la rue de Carouge offre peu de lieux de qualité aux usagers, aux mobilités douces et à la végétation permettant une appropriation optimale par les habitants et les chalandes.



- | | | | |
|---|--|--|----------------------------|
| ● Rond point de Plainpalais | ● Place des Augustins | ● Pont de Carouge | — — Rue de Carouge et tram |
| 1 Plaine de Plainpalais | 6 Bibliothèque, espace de quartier | 11 Eglise St-François | |
| 2 Université | 7 Ifage | 12 Parc des Chaumettes | |
| 3 Ecole, préau et théâtre de marionnettes | 8 Poste | 13 Hôpital cantonal | |
| 4 Promenade du bord de l'Arve | 9 Salle communale | 14 Maternité | |
| 5 Parc public des Minoteries | 10 Maison de quartier | 15 Pédiatrie | |

2.1.2.3. Eléments existants

Eléments patrimoniaux :

Une note historique sera fournie lors du démarrage des études du projet par l'Unité conservation du patrimoine de la Ville de Genève.

Mobilier et emprises des terrasses :

Les éléments existants et les emprises des terrasses existantes seront fournies lors du démarrage des études du projet.

Végétation :

Le patrimoine arboré, constitué de l'alignement de 23 érables de forme semi-libre situé entre le pont de Carouge et la Place des Augustins, offre un impact paysager important, procurant de l'ombre et de la fraîcheur. L'état global des arbres est jugé excellent à bon pour la majorité des arbres. Ils devront être conservés. Seuls les 7 arbres situés en bout d'alignement côté Arve sont dans un état médiocre à mauvais et devront à moyen terme être remplacés.

Concernant les 4 charmes plantés du côté du rond-point de Plainpalais, ils sont déperissants et sans avenir.

Eclairage :

Une quarantaine de luminaires suspendus sur câble porteur sont installés au-dessus des voies de tramway. Le matériel a été remplacé il y a dix ans, lors de la 1ère campagne d'assainissement de l'éclairage public. Ainsi, les luminaires et les sources lumineuses sont relativement récents. Un horaire de pré-abaissement est intégré dans chaque luminaire et permet de baisser l'éclairage entre 22h00 et 6h00.

2.1.2.4. Mobilité et accessibilité

La hiérarchie cantonale du réseau routier définit le statut des rues à l'échelle du canton. La plupart des rues du secteur est en réseau de quartier, c'est-à-dire réservé à la desserte interne et n'étant pas censé accueillir de trafic de transit. La rue de Carouge est une rue structurante, et assez sollicitée en termes de trafic motorisé. La portion de la rue de Carouge située entre le pont et le boulevard du Pont d'Arve se situe dans la zone 30 de Cluses-Roseraie. La portion entre le boulevard Pont-d'Arve et le rond-point de Plainpalais est quant à elle limitée à 50 km/h.

La rue de Carouge accueille les lignes de tram 12 et 18 ainsi que leurs arrêts (Augustins et Pont d'Arve), et est à proximité des lignes de tram 15 et 17 et des bus 1 et 35. Elle est donc très bien desservie par les transports publics.

Bordée de commerces et de cafés et restaurants, les besoins en place de livraison et stationnement pour les chalands y sont importants. L'intégralité des places de stationnement voiture de la rue est par ailleurs en horodateur, en conformité avec leur fonction et la nécessité d'assurer une rotation importante.

2.1.2.5. Travaux en sous-sol

Le projet d'aménagement de la rue de Carouge découle d'une volonté commune de rénovation d'infrastructures situées en sous-sol de la part des TPG, des SIG et de la ville de Genève.

En effet, le réseau d'assainissement de la Ville, actuellement en unitaire et en mauvais état, doit être rénové et transformé en réseau séparatif.

En parallèle les services industriels doivent remettre leurs conduites en état avec une urgence particulière pour la conduite de gaz qui présente des risques de fuites.

Les TPG doivent quant à eux procéder à une réfection de la dalle de fondation de leurs rails de tram sur une zone comprise entre le boulevard du Pont d'Arve et la place des Augustins, les autres parties concernées par l'aménagement ont déjà été traitées.

2.2.3 Programme

Après plusieurs années d'urbanisation, la rue de Carouge a fait la part belle aux véhicules motorisés. La reconquête de cet espace public est l'occasion de redonner une vie urbaine de qualité. Cela passe par un nouvel équilibre des usages, dans une vision évolutive des mobilités. À la croisée d'enjeux sociaux et des problématiques techniques, patrimoniales, paysagères, économiques, sécuritaires, il s'agit de proposer des aménagements forts, cohérents, et à l'échelle des lieux.

Le projet initial ne portait que sur la rénovation du réseau d'assainissement en coordination avec des travaux SIG et TPG impliquant une remise en état des surfaces comme à l'origine sans apporter de plus-value en termes d'aménagement de l'espace public. Il ne prenait pas en considération certaines problématiques environnementales, en particulier celle liée au réchauffement climatique et son incidence sur l'habitabilité des villes.

À travers la réalisation des aménagements de la rue de Carouge, la Ville de Genève souhaite donc transformer radicalement des espaces ordinaires en véritable lieux de qualité qui, au-delà de la pacification des voies de circulation, redonnent sa place aux usages et questionnent l'existence du végétal en ville. En associant les réseaux de l'espace public (bandes cyclables, trottoirs, voiries, tram) à la présence forte du végétal, les nouveaux aménagements devront avoir une portée bien au-delà du simple « verdissement », mais devront bien représenter l'opportunité d'une vision urbaine unificatrice et d'une transition écologique.

Dès lors, les objectifs généraux pour l'aménagement de la rue de Carouge sont les suivants :

- **améliorer le cadre de vie** : en réalisant un espace public de qualité dans un tissu urbain dense, en redonnant leurs places aux mobilités douces et en valorisant les pieds de façades (prise en compte des typologies des rez de chaussée) ;
- **diminuer les îlots de chaleur** : avec la mise en œuvre de surfaces perméables, végétalisées, la plantation d'arbres et la végétalisation des voies de tramway (à priori hauteur disponible de 15 cm) ;
- **mettre en place une gestion différenciée des eaux pluviales** : avec une restitution des eaux pluviales des toitures et des trottoirs au sous-sol et/ou aux végétaux et une infiltration des eaux de chaussée plus polluées intégrant les contraintes techniques et légales liées à la structure du sous-sol du site ;
- **réduire les émissions sonores, améliorer la qualité de l'air et diminuer la pollution lumineuse** : en modérant le trafic, en réduisant les gabarits routiers, en mettant en œuvre

un revêtement phono-absorbant, en diminuant les émissions polluantes et les poussières à l'échelle du projet, en renouvelant l'éclairage urbain ;

- **assurer la pérennité de l'aménagement** : tant en choisissant et en proposant des mises en œuvre durables pour les plantations et les matériaux, que dans son exploitation et dans son entretien futur. Le projet devra prendre en compte les besoins des services de la Ville de Genève gestionnaires du site (SEVE, Voirie ville propre, Logistique et manifestation, Service espace public).

Concernant les travaux d'aménagement à proprement parler, afin de répondre aux objectifs décrits précédemment, le projet devra prévoir :

- **une définition des lieux et une hiérarchisation des espaces** : évaluer les besoins en matière de déplacement et de mobilité, d'espaces de repos, de rencontre et de vie sociale, de paysage et de végétalisation. Hiérarchiser les usages, hiérarchiser et dimensionner les espaces pour permettre une appropriation des lieux par les usagers et les habitants, définir les limites du public au privé (ex. : terrasse), du piéton au cycle, de l'imperméable au perméable et aux plantations considérant les axes de vue ;
- **une continuité de l'espace public et de l'espace végétal** : travailler sur les vues, les vides et les pleins, les transparences, les fenêtres de perception, la valorisation du patrimoine architectural, en intégrant la topographie, les plantations existantes et futures. Eviter les espaces résiduels non connectés, les ruptures entre les espaces et les plantations, les ruptures de vues ;
- **une végétalisation de la rue** : végétaliser les voies de tramway, mettre en place une arborisation multi-strate pérenne sur le très long terme avec une mise en œuvre de système de plantation et un choix d'espèces intégrant des essences adaptées aux conditions urbaines à proximité d'une voie de tram et d'un front bâti ;
- **un principe Eau-Sol-Arbres** : gérer la récupération des eaux de surfaces de façon différenciée en privilégiant un acheminement des eaux de pluie vers les futurs espaces plantés. Concevoir des solutions techniques privilégiant un acheminement des eaux de pluie vers les futurs espaces plantés, reconstituer un sol ;
- **des surfaces perméables** : maximiser l'emprise des surfaces perméables et limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols quand cela est possible, tout en tenant compte des usages, de la praticabilité, de l'accessibilité, de la pérennité et du nettoyage, mécanisé ou non, selon l'exigence de propreté souhaitée. Améliorer la qualité du sol pour favoriser les échanges gazeux au niveau des plantations et restituer des eaux de pluie par infiltration ;
- **une continuité cyclable et piétonne sécurisée et confortable tout le long de la rue** : en collaboration avec l'ingénieur en transport, redéfinir les gabarits de la voie TIM et revoir le stationnement TIM notamment pour récupérer de l'espace dévolu aux mobilités douces et à la vie de quartier (terrasses, plantations, etc...) tout en incluant les contraintes de desserte locale (livraison, police municipale, activités...), d'accessibilité (y c. PMR), de sécurité et des accès pompiers. Diminuer la vitesse de circulation, travailler sur les connexions cyclables et piétonnes et sécuriser les traversées et les carrefours. Maximiser l'offre en stationnement vélos ;

- **une mise aux normes des quais aux arrêts de tram Augustins et Pont D'Arve** (hauteur 25cm) : intégration architecturale des arrêts dans le concept global d'aménagement ;
- **un mobilier adapté à l'échelle des lieux, des usages et respectueux de l'environnement** : tenir compte du concept directeur du mobilier urbain de la Ville de Genève, et des besoins des personnes à mobilité réduite (personnes âgées, handicapés, aveugles, mal voyants, enfants.....) ;
- **un éclairage public adapté au plus juste, selon les usages et la temporalité de ceux-ci** : assurer une bonne continuité entre les activités diurnes et nocturnes. Les éclairages seront ainsi hiérarchisés et intégrés au maximum à l'aménagement des espaces publics ; ceci dans le but de limiter l'impact diurne du matériel lumineux.

En complément, il faudra également être attentif aux éléments suivants :

- analyser le contexte lumineux environnant existant ;
- accompagner les mobilités douces ;
- tenir compte des besoins de toutes les catégories d'usagers (personnes à mobilité réduite, personnes âgées, handicapés, aveugles, mal voyants, enfants, etc.....) ;
- apporter une bonne lisibilité aux nœuds / carrefours d'échanges des transports publics ;
- réfléchir à la pertinence de l'illumination de bâtiments ou façades classées et à la valeur ajoutée d'un tel dispositif ;
- tenir compte des recommandations actuelles en matière de prévention des émissions lumineuses, que ce soit pour la santé humaine, la limitation de la consommation électrique ou de la pollution lumineuse ;
- proposer des systèmes éprouvés et résistants aux déprédations ;
- se référer aux recommandations du Plan lumière II (disponible en juin 2021).

Le projet d'éclairage doit prévoir deux options différentes, en fonction de l'ampleur des travaux d'aménagement. Il doit ainsi imaginer deux approches principales :

- une approche « légère » limitant l'amélioration de l'éclairage en ré-utilisant au maximum les installations existantes, notamment l'éclairage suspendu installé à environ 10.00 mètres ;
 - une approche « globale » prévoyant de repenser entièrement l'éclairage, en l'adaptant, notamment, à une échelle plus humaine, aux futurs usages et plantations.
- **un projet développement durable** : soit un faible impact sur l'environnement, une intégration des préoccupations sociales, écologiques et climatiques ainsi que des aspects économiques sur le moyen et long terme. Afin de réduire les impacts du projet sur l'environnement, le choix des matériaux de construction et leur mise en œuvre devront répondre à des critères écologiques et ne devront pas être susceptibles de porter atteinte à la santé des futurs usagers, et à celle des ouvriers lors des travaux de réalisation. Dans un souci d'une bonne utilisation des deniers publics, l'économie de moyens devra être recherchée tant dans la mise en œuvre que dans la gestion future des différents espaces.

2.2.4 Situation foncière

L'ensemble des parcelles concernées par les périmètres de réflexion et d'intervention se trouve sur le domaine public ou privé de la Ville de Genève. Il s'agit des parcelles, section Genève-Plainpalais, n°7255, 3524, 2183, 640, 3528, 3537, 669, 670, 3569, 3580, 3583, 3581, 3591, 3589, 3588, 3590, 1017, 3606, 2342, 3608.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

L'estimation du montant des travaux d'aménagement des espaces publics de la rue de Carouge, ainsi que de la végétalisation des voies de tram, portant sur le périmètre d'intervention et donnant droit aux honoraires est de **5'581'000.- HT**

2.2.6 Prestations du mandataire

Pour le périmètre de réflexion : il s'agit de la phase 31 dans sa totalité y compris estimation sommaire des coûts.

Pour le périmètre d'intervention : Il s'agit d'une mission complète couvrant l'entier des phases SIA depuis la phase 31 jusqu'à la phase 53.

Pour l'ensemble des prestations attendues, l'architecte paysagiste ou l'architecte sera le pilote du projet.

Prestations supplémentaires à inclure selon les attentes de la Ville de Genève :

- une fois la procédure d'attribution terminée, le candidat retenu devra travailler en étroite collaboration avec l'ingénieur en transport, à savoir le bureau Transitec ainsi qu'avec avec l'association des bureaux d'ingénieurs civils SD ingénierie et Solfor ;
- analyser, avec une approche sensible, le site en ancrant les observations dans le réel d'un cœur de ville ;
- rechercher et élaborer un parti d'aménagement d'espaces publics en abordant l'ensemble des problématiques liées à la mobilité et l'accessibilité, les nuisances sonores, la végétation, le réchauffement climatique... ;
- proposer plusieurs variantes de végétalisation de la rue et du site Tram en travaillant en étroite collaboration avec les TPG et les SIG et tenant compte des contraintes SIS ;
- prendre un soin particulier dans le choix des essences d'arbres et autres végétaux en tenant compte des nouvelles contraintes climatiques liées aux milieux urbains ;
- prendre en considération le sous-sol existant (réseaux) et en projet lors du projet d'aménagement paysager impliquant une collaboration étroite avec les différents partenaires et notamment avec les TPG, les SIG et l'association de bureaux d'ingénieur civil, à savoir les bureaux SD ingénierie et Solfor ;
- présenter le projet en CCTSS et prise en compte des besoins des SIG (plantations des arbres et développements des racines, etc.) ;
- prendre en compte l'entretien des futurs aménagements dans les choix architecturaux et les traduire dans des décisions de manière à faciliter et minimiser l'entretien du site à l'avenir. ;

- échanger et collaborer avec les services chargés de l'entretien lors du processus d'élaboration du projet afin de tenir compte de leur problématique dans la mise au point de l'aménagement. La rédaction d'une charte d'entretien des différents espaces, végétalisés ou non, fait partie intégrante des prestations ;
- proposer des actions simples et efficaces en termes de protection de l'environnement et notamment pour favoriser la biodiversité et protéger les ressources en matières premières ;
- réaliser toutes les coupes types nécessaires à la compréhension du projet ;
- assurer, selon les objets, toutes les tâches de coordination des études et des travaux, et notamment rédiger les cahiers des charges relatifs aux autres mandataires spécialisés à recruter et qui feront l'objet de mandats séparés, et également de coordonner leurs prestations (éclairagiste, écologue, arboriste, ingénieur spécialisé, géomètre, pédologue, etc.) ;
- représenter la Ville de Genève et garantir la coordination auprès des entités cantonales référentes en matière de mobilité (OCT, TPG), de végétation (OCAN) et de gestion des eaux pluviales (OCEAU) ainsi qu'avec le Service des Espaces Verts (SEVE) de la Ville de Genève. A noter également, que le mandataire devra faire valider les différentes étapes de son projet lors de séances du comité de pilotage , composé de représentants de l'Etat (OCT, DGAN,), des SIG, des TPG et du MO ;
- assumer et assurer la gestion des dépenses et la projection financière en fin de chantier, qui devra se faire tout au long de la durée de l'opération, avec le tableau de suivi et projection financière de la Ville ;
- établir les estimations des coûts et du devis général, ainsi que la rédaction des appels d'offres ;
- assumer la direction des travaux et le contrôle des coûts de l'ensemble du projet d'aménagement de l'espace public. Etablir les documents correspondant aux phases 51, 52 et 53, assurer la coordination avec les TPG pour l'exploitation du tram en phase travaux ;
- assurer les échanges et la coordination avec les propriétaires d'immeubles et les régies ;
- la consultation et l'information des riverains et associations (usagers, commerçants, habitants, etc...), y compris les séances, font également partie des prestations ordinaires ;
- rédiger les procès-verbaux des séances.

▪ **Etablissement de l'offre**

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Renchérissment**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

Délai pour poser des questions	28 avril 2021 16h00
Retour des offres par les candidats	19 mai 2021 11h00
Choix du mandataire, envoi lettre de décision d'adjudication	juin 2021
Contrat mandataires	été 2021
Rendu avant-projet	fin 2021
Rendu du projet et devis général	été 2022
Dépôt de la requête en autorisation de construire	automne 2022
Début des travaux	automne 2023

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **19 mai 2021 à 11 h 00.**

auprès de

Ville de Genève
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
Unité soumissions
4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)
Case postale 3983
1211 Genève 3
Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé.**

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Si le rendu est sous forme de planche, une réduction A3 devra être fournie.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M 263 TI
Aménagement de la rue de Carouge

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux admise.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance est admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes

- à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **28 avril 2021 à 16h00**
auprès de SIMAP.

Ville de Genève

Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité des constructions et de l'aménagement

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable :

sur www.simap.ch (pour les procédures publiques).

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION		PONDERATION
1.	Compréhension de la problématique, méthodologie	50 %
2.	Qualité économique globale de l'offre	30 %
3.	Références du candidat	20 %
TOTAL		100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : **formule linéaire T1 pondérée**

Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = $5 - (P \text{ offert} - P \text{ min.}) / (P \text{ moyen} - P \text{ min.})$

P offert : montant du prix offert

P min : montant du prix offert selon l'offre la plus basse reçue

P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / fonction / profession	Suppléant
M. Tanguy Vitry	Bureau Vimade Architecte paysagiste	
M. Bertrand Roux	Ville de Genève, Service de l'Aménagement, du Génie civil et de la Mobilité (AGCM), Ingénieur civil	M. Sylvain Girard, AGCM, Ingénieur Civil
Mme Céline Lavy	Ville de Genève, AGCM, Architecte paysagiste	Mme. Patricia Gallay, AGCM, Architecte paysagiste
M. Bruno Aeschlimann	Ville de Genève, Service des Espaces Verts (SEVE), Architecte paysagiste	M. Olivier Robert, SEVE Adjoint de direction

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 105 (édition 2014) est applicable.

Le règlement SIA 102 (édition 2003) est applicable.